Le Conseil,

Vu le rapport du 7 octobre 1998, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Par délibération en date du 25 mai 1998, le conseil de communauté a arrêté le dossier de plan d'aménagement de zone (PAZ) modificatif de la ZAC "du Fort de Bron" à Bron.

Cette modification du PAZ a pour objet de :

- prendre en compte les besoins d'extension du lycée Jean Paul Sartre,
- dédensifier le programme de construction pour prendre davantage en compte les réalités du marché immobilier.

Il sera désormais possible de développer :

- 52 171 mètres carrés de surface hors oeuvre (SHON) de logements, de services et de commerces (contre 70 000 initialement prévus),
- 27 150 mètres carrés pour les équipements publics et les jardins familiaux.

Le programme prévisionnel de construction nécessite la réalisation des équipements publics supplémentaires et entre autres :

- une promenade arborée,
- un chemin piétonnier le long du mail entre la place Curial et le lycée,
- une voirie de bouclage sur le mail,
- des places de stationnement supplémentaires sur la voirie.

Ce dossier de PAZ modificatif élaboré en vertu de l'article R 311-10 du code de l'urbanisme a été, conformément à la législation en vigueur, soumis à enquête publique du 15 juin au 15 juillet 1998.

Dans son rapport en date du 27 juillet 1998, monsieur le commissaire-enquêteur, malgré les observations formulées, compte tenu du souci d'équilibre recherché dans ce projet (comparativement au PAZ initial) par les collectivités, a émis un avis favorable sans réserve au PAZ modificatif.

Sur le plan formel, monsieur le commissaire-enquêteur a relevé une erreur matérielle à propos de la SHON des îlots K, L et M figurant sur le règlement et sur celle figurant sur le document graphique. La rectification correspondante est intégrée dans le document définitif.

Il a souhaité, par ailleurs, que les différentes servitudes aéronautiques, de trefon et celles consenties à EDF figurent dans les annexes (documents graphiques).

Le bilan financier prévisionnel de l'opération présenté par l'OPAC du Rhône, concessionnaire, s'équilibre à hauteur de 84 749 000 F HT en dépenses et en recettes moyennant :

- le versement par la communauté urbaine de Lyon d'une participation à l'équilibre financier de l'opération de 9 108 000 F HT,
- le versement par la communauté urbaine de Lyon d'une participation au titre de la dédensification du programme de 10 000 000 F HT,
- le versement par la commune de Bron d'une participation au titre de cette dédensification de 7 000 000 F HT.

Par ailleurs, la convention de concession confiée à l'OPAC du Rhône en date du 29 octobre 1990 et prorogée par avenant n° 2 en date du 24 septembre 1996 arrive à expiration le 29 octobre 1998.

Compte tenu du niveau d'avancement des travaux et des cessions de terrain, il apparaît nécessaire de proroger, par avenant n° 3 à la concession, la mission de l'OPAC du Rhône pour sept années supplémentaires, soit jusqu'au 29 octobre 2005.

Le conseil municipal de Bron doit délibérer sur ce dossier lors de sa séance du 24 septembre 1998 ;

B - Propose, compte tenu des éléments ci-dessus présentés, de délibérer comme suit ;

Vu ledit dossier ;

Vu sa délibération en date du 25 mai 1998 ;

Vu l'article R 311-10 du code de l'urbanisme ;

Vu les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 15 juin au 15 juillet 1998 ;

Vu l'avis favorable de monsieur le commissaire-enquêteur en date du 27 juillet 1998 ;

Vu la convention de concession passée avec l'OPAC du Rhône le 29 octobre 1990 et son avenant n° 2 en date du 24 septembre 1996 ;

Vu la délibération du conseil municipal de Bron en date du 24 septembre 1998 ;

Où l'avis de sa commission urbanisme, habitat et développement social ;

DELIBERE

1° - Approuve le PAZ modificatif (documents graphiques et règlement), le programme des équipements publics modifié, le bilan financier prévisionnel et son échéancier.

2° - Autorise monsieur le président à signer l'avenant n° 3 de prorogation de la convention de concession d'aménagement passée avec l'OPAC du Rhône.

3° - Les dépenses seront prélevées sur les crédits à inscrire au budget de la communauté urbaine de Lyon, conformément à l'échéancier du bilan financier de l'opération - budget principal - exercices 1999 et suivants - compte 657 280 - fonction 653 - opération 0254.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,